

MEETING JEUDI 11 MAI 19 H
TOUS À JAPY

www.pcf.fr

Supplément à l'Humanité

Communiste

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabalière - Guénoé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbaksh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

SERVEZ-VOUS

Tract

Présidentielle / Législatives



Revue
du Projet



FAITES ENTRER LE PEUPLE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

*Le meeting
des législatives*

JEUDI 11 MAI 2017

Gymnase Japy - 19h
2, rue Japy - Paris 11^e - M^o Charonne

Avec **Pierre Laurent** et des **candidats de toute la France**

2017, L'humain d'abord !

PCF

FRONT
DE GAUCHE

Grand meeting de lancement de la campagne législative du Parti communiste,
Faites entrer le peuple à l'Assemblée nationale, en présence de nombreux
candidat-e-s de toute la France et des salarié-e-s en lutte.
Intervention de Pierre Laurent et retransmission sur Internet.



Discours de Pierre Laurent
au soir du second tour

LA FRANCE
EN COMMUN



INTERNET

www.pcf.fr

La vidéo du mardi



Olivier
Dartigolles

ALLIER



Jean-Paul Dufrègne, qui présida le Conseil général de 1998 à 2015, est candidat dans la 1^{re} circonscription de l'Allier. Conseiller départemental du canton de Souvigny, il est président de la communauté de communes en Bocage Bourbonnais. On pouvait lire dans un article de *La Montagne* : « L'homme se pose en rassembleur, défenseur d'une gauche ouverte et généreuse. Objectif : être présent au second tour. (...) Jean Paul Dufrègne synthétise ainsi les valeurs de gauche qu'il portera au cours de la campagne des prochaines législatives : Nous aspirons à une société plus juste, plus équitable. Notre démarche est l'expression d'une générosité, d'une sincérité mais aussi d'une forme d'espoir. » ✪

OISE

DIMANCHE 14 MAI
Entrée libre
Programme complet
<http://oise.pcf.fr>

Fête de la Paix
MONTATAIRE
Parc urbain Le Prieuré
Rue André Ginisti

2017, L'humain d'abord !
PCF FRONT DE GAUCHE

GIRONDE

Isabelle Taris et Nabil Ennajhi sont candidats dans la 3^e circonscription de la Gironde. Dans ce département, Jean-Luc Mélenchon est arrivé en deuxième position le 23 avril. La 3^e circonscription comprend les cantons de Bègles, Bordeaux6, Talence et Villenave-d'Ornon. J.-L. Mélenchon était en tête à Bègles, il a fait 26,2 % à Talence et 26,6 à Villenave-d'Ornon. Le député sortant Noël Mamère ne se représente pas. Isabelle Taris est infirmière à l'hôpital Bagatelle. Nabil Ennajhi est syndicaliste (fédération du Commerce). ✪



CÔTE-D'OR

Rencontre conviviale, politique et festive de la fédération PCF21. Après la manifestation, 200 personnes se sont retrouvées autour d'un barbecue. Buvette et chansons... ✪



L'engagement et l'unité des communistes

Entretien avec Isabelle De Almeida, présidente du Conseil national, sur la préparation de la campagne des législatives.



Communistes

LE PCF DIT DEPUIS PLUSIEURS MOIS QUE LES LÉGISLATIVES DE CE PRINTEMPS ONT AUTANT D'IMPORTANCE QUE LA PRÉSIDENTIELLE. POURQUOI ?

ISABELLE DE ALMEIDA : Depuis plus d'un an, le PCF a considéré les législatives à égale importance avec la présidentielle. C'est pour cette raison que nous avons dans un même mouvement mené la campagne pour le vote en faveur de Jean-Luc Mélenchon et présenté partout des candidat-e-s à l'image de notre peuple. Nous mettons aussi en valeur l'action de nos député-e-s.

Nous dénonçons la logique de subordination des législatives à la présidentielle qui est à l'origine de la crise politique actuelle. Le rôle du Parlement est une question centrale et nous voulons donc redonner à l'élection législative sa fonction politique, celle d'élire des députés, représentants du peuple, chargés d'écrire et de voter les lois.

La 5^e République est à bout de souffle. La bataille pour une 6^e République doit être centrale dans la campagne des législatives. Chaque camp va chercher à y gagner une majorité qui n'est acquise à personne. Les premières projections le montrent. Nous refusons de donner les pleins pouvoirs par ordonnance à Macron. Les député-e-s communistes-Front de gauche ont été et seront les meilleurs défenseurs contre la casse du Code du travail.

Les communistes et les candidats soutenus par le PCF, engagés dans cette bataille, vont amplifier leur campagne pour opposer des propositions de gauche aux projets de régressions sociales et démocratiques de Macron.

Jeudi 11 mai, lors du meeting national, Pierre Laurent prendra la parole lors d'un grand meeting avec les candidats aux élections législatives. Nous y donnerons la parole aux salarié-e-s en lutte, au monde du travail. Nous invitons à y participer en masse et à organiser partout des écoutes collectives.

Communistes

AUX LENDEMAINS DU PREMIER TOUR, LE PARTI A LANCÉ UN APPEL AU RASSEMBLEMENT POUR UNE CANDIDATURE UNIQUE DES FORCES D'ALTERNATIVE DANS LES CIRCONSCRIPTIONS. POURQUOI ? COMMENT ?

I. D. A. : Cela s'inscrit dans la démarche engagée depuis un an en appelant à créer une dynamique à gauche, avec tous ceux qui veulent y participer, pour construire une majorité de gauche en rupture avec les politiques libérales et de droites subies lors des derniers quinquennats. Cette aspiration à l'unité s'exprime d'autant plus fortement qu'elle n'a pas eu lieu à la présidentielle avec l'élimination de la gauche au 2^e tour. Nous le devons aux 7 millions d'électeurs de Mélenchon et, au-delà, aux électeurs de gauche privés de victoire et se sentant piégés par ce 2^e tour.

Macron a une base électorale fragile : 61 % des Français ne souhaitent pas lui donner une majorité. Le FN, fort de ses 11 millions de voix, veut constituer la principale opposition à Macron, et la droite va mener une campagne offensive pour ces législatives.

Unis, nous avons un fort potentiel de victoires, tandis que divisés, nous n'en remporterons qu'une poignée. Nous avons donc une grande responsabilité face à tous ces électeurs de gauche, écologistes.

Communistes

À QUELQUES JOURS DU DÉPÔT DES CANDIDATURES AUX LÉGISLATIVES, OÙ EN EST-ON CE MARDI 9 DE CET EFFORT UNITAIRE ?

I. D. A. : Le score de Jean-Luc Mélenchon a levé un espoir dans le pays et constitue un point d'appui pour les futures batailles.

À plusieurs reprises, dès le soir du 1^{er} tour, le PCF et Pierre Laurent ont appelé à unir les forces qui se sont mobilisées ensemble à la présidentielle, à construire des candidatures communes afin de gagner une majorité de gauche. Ce choix doit se faire le plus largement. Le PCF a fait une proposition d'accord national à la France insoumise car les électeurs ne comprendraient pas une concurrence entre candidats ayant appelé à voter Mélenchon. C'est une proposition respectueuse de l'ensemble des forces et qui cherche à présenter partout les mieux placé-e-s pour gagner ou faire progresser nos idées. Elle a été refusée par la FI. Nous ne pouvons que le regretter car cela aboutit à faire élire plus de macronistes, de républicains et, potentiellement, de FN.

Cette hégémonie contrevient aux décisions des communistes de ne pas se fondre dans une autre formation et est inefficace pour rassembler des hommes et des femmes partageant un projet commun. Nous poursuivons toutefois nos efforts, dans un nombre limité de circonscriptions, pour aboutir à des candidatures permettant de porter haut nos scores, voire de l'emporter avec plusieurs forces disponibles. Les fédérations discutent localement avec les forces progressistes "anti Macron" pour se rassembler.

Le Conseil national du jeudi 11 mai analysera cette séquence électorale et, surtout, décidera de l'orientation de notre bataille des législatives.

À cinq semaines de ce prochain rendez-vous, l'engagement et l'unité des communistes seront indispensables pour mener le combat. ✪

Entretien recueilli par Gérard Streiff

Election présidentielle 2^e tour : Déclaration de Pierre Laurent

Ce soir, la candidate du Front national n'est pas élue. C'est un soulagement ! Une large majorité d'électrices et d'électeurs n'a pas voulu porter à la tête de l'Etat ses idées de haine et de division, son projet raciste et xénophobe, sa politique violemment discriminatoire, libérale et guerrière.

Nous, communistes, sommes fiers d'avoir œuvré avec clarté à cette défaite, car nous savons qu'elle continue à menacer la République et son unité. Nous n'en voulons à aucun prix, ni aujourd'hui, ni demain.

Mais ce soir, notre cœur n'est pas à la fête. Notre pays vit des heures graves. Le second tour est, à nouveau, une très sérieuse alerte pour toutes celles et ceux qui sont attachés à la démocratie et à l'égalité. Marine Le Pen, avec 33,9 %, obtient 10 644 000 millions de voix supplémentaires par rapport au premier tour. C'est le résultat de la banalisation des idées d'extrême droite que nous sommes plus que jamais décidés à combattre. C'est aussi le résultat de décennies d'alternances politiques défavorables aux intérêts populaires, de trahisons et de renoncements des gouvernements successifs. Nous partageons ce soir la profonde colère des millions de personnes qui se sont senties piégées par ce second tour. Piège orchestré par les mécanismes de la V^e République usée et perverse. À l'avenir, nous ne voulons plus être obligés de voter par défaut pour battre l'extrême droite. [...] ✪

Urgence ! Solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens



Le 17 avril, jour de la journée internationale des prisonniers palestiniens, Marwan Barghouti a lancé un appel à la grève de la faim. 1 500 prisonniers ont d'emblée répondu à cet appel et ont, depuis, été rejoints par beaucoup d'autres dont d'importants cadres des différents mouvements politiques comme Ahmed Saadat, le chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). À la 4^e semaine du mouvement de grève de la faim des prisonniers politiques, la seule réponse du gouvernement le plus extrémiste qu'Israël ait eu jusqu'ici est la violence et l'humiliation : des mesures disciplinaires, la dispersion des grévistes dans de nouvelles prisons, la rétention en cellules d'isolement des responsables du mouvement de grève, l'interdiction d'accès des avocats, la suppression généralisée de toutes les visites de familles. Les autorités israéliennes envisagent d'alimenter de force les grévistes, ce qui est totalement illégal au regard du droit international et ce que refuse l'Association des médecins israéliens, mais beaucoup s'inquiètent de la volonté affichée par certains ministres de « suivre l'approche Thatcher » qui a laissé mourir Bobby Sands et ses compagnons. Dans toute la Cisjordanie occupée, la population se mobilise en solidarité avec ce mouvement.

Un vaste élan de solidarité internationale se développe ; le PCF y met toutes ses forces, il y a urgence, nous ne les laisserons pas mourir !

Le Conseil exécutif de l'Unesco a adopté, vendredi 5 mai en séance plénière, une résolution sur le statut de Jérusalem, proposée par plusieurs pays arabes. Ce texte stipule notamment que « toutes les mesures (...) prises par Israël, une puissance occupante, qui ont altéré ou visent à altérer le statut de la ville sainte de Jérusalem » seront « nulles et non avenues et doivent être annulées ». Cette résolution dénonce donc la loi d'annexion de Jérusalem-Est conquise en 1967 par Israël.

Pour la première fois de son histoire, le Hamas a modifié son programme politique en reconnaissant qu'« un État palestinien entièrement souverain et indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem pour capitale, (...) est une formule de consensus national » et qu'il est « en conflit avec le projet sioniste et non avec les juifs en raison de leur religion ». Ce changement, de même que sa volonté d'être un « partenaire » pour « tous les Palestiniens, sur la base de leur appartenance nationale et non religieuse » pourraient permettre un rapprochement avec l'OLP. Le pouvoir israélien ne pourra plus très longtemps ne pas tenir compte de ces

évolutions sans finir par afficher qu'il n'a pas d'autre politique que celle de la confrontation et de la violence permanente.

Les communistes, dans leur engagement pour un monde de paix, doivent prendre partout des initiatives pour que 2017 soit l'année de la JUSTICE POUR LA PALESTINE (campagne de mobilisation : www.pplateforme-palestine.org/-2017). Aujourd'hui, l'urgence est à la mobilisation pour la solidarité avec les prisonniers politiques palestiniens. Le nouveau président E. Macron a déjà donné sa position en déclarant que reconnaître unilatéralement la Palestine serait « totalement contre-productif », mais en se disant « pragmatique » et en déclarant « je désapprouve les politiques belliqueuses lorsqu'elles contreviennent au droit international ». Nous le prenons au mot en lui demandant d'intervenir immédiatement auprès d'Israël pour satisfaire immédiatement aux revendications légitimes des prisonniers politiques palestiniens et qu'ainsi soit respecté le droit international et les droits du peuple palestinien. ✪

Nathalie Lhopitault et Raphaëlle Primet
Collectif PCF Palestine - Secteur international

NON à l'Otan

Un contre-sommet pour la paix



Les 24 et 25 mai prochains, un sommet de l'Otan se tiendra à Bruxelles. Ce sera la première visite de Donald Trump depuis son élection. Un collectif international de 500 organisations de 50 pays - dont en France le collectif Non à l'Otan-Non à la guerre, regroupant une trentaine d'organisations, parmi lesquelles le PCF - organisera à cette occasion : le 24 mai une grande manifestation à Bruxelles (départ 17 h, Gare du Nord/Bruxelles) et le 25 mai un contre-sommet pour dénoncer l'Otan et demander sa dissolution, pour dire non à la guerre, oui à la recherche de solutions pacifiques aux conflits, oui à la paix et à la solidarité entre les peuples.

La venue de Trump montre, s'il en était besoin, que nous sommes là bien loin des propos de sa campagne électorale. Il vient inaugurer à Bruxelles le nouveau et très coûteux siège de l'Otan et exiger de chaque pays membre une participation financière accrue. De sommet en sommet, l'Otan accroît sa domination et sa politique de guerre.

En 2007, à l'initiative de N. Sarkozy, la France a réintégré tous les organes de commandement de l'Otan, décision qui s'est accompagnée d'un renforcement de l'engagement militaire en Afghanistan. Il a fait appel aux moyens militaires de l'Otan dans sa guerre en Libye. L'Otan est intervenue directement ou indirectement dans la plupart des conflits de ces vingt dernières années avec comme résultat des milliers de morts et de blessés, la destruction des villes, de l'agriculture, de l'environnement.

Un chaos beaucoup plus fort qu'au moment où la guerre a été décidée.

Le bilan pour les peuples est lourd !

Le caractère belliciste de l'Otan s'affirme de plus en plus. Les pays membres de l'Otan, les États-Unis en tête, voudraient que cette organisation illégale, contraire à la charte des Nations unies, se substitue à l'Otan en refusant que cette dernière joue pleinement son rôle de prévention de la guerre, de maintien et de rétablissement de la paix. Le budget de l'Otan en matière de paix, de culture, d'éducation et d'aide au développement est 120 fois plus faible que le budget de l'Otan !

Aujourd'hui, l'Otan est plus que jamais un moteur de la course aux armements. Parmi les discussions qui auront lieu à Bruxelles, la demande expresse de porter le budget de la

Défense de chaque pays membre à 2 % du PIB. Cela signifierait pour la France une hausse de 33 % environ. La part de l'armement nucléaire doublerait dans cette hypothèse d'ici à 2030. Ce serait des moyens en moins pour tous les autres budgets. Ce montant n'a d'ailleurs jamais été justifié, ni discuté au Parlement : nos futurs députés devront l'exiger ! Un autre aspect très dangereux : la relance de la course aux armements dans le domaine du nucléaire militaire. L'orientation actuelle est de contourner les traités avec des armes plus efficaces. De nouvelles bombes sont prévues pour 2019. Cela amènerait un bouleversement de la stratégie, permettant l'utilisation de bombes nucléaires moins puissantes bien que plus destructrices, plus facilement « utilisables » dans un conflit.

Il est temps de dire : stop ! d'arrêter la course folle de l'Otan, de conclure le traité d'interdiction des armes nucléaires en débat cette année à l'Otan, mais où la France est absente.

Nous ne voulons pas de la militarisation de l'Union européenne, ni de la formation d'une superpuissance européenne. La fermeture militaire des frontières n'est pas une réponse au défi de l'immigration. Les réfugiés sont les bienvenus.

Pour donner un coup d'arrêt à la militarisation, à la course aux armements, à la relance des armes nucléaires, il faut en finir avec l'Otan. La France en est un acteur majeur. En sortant de l'Otan, elle contribuerait à développer une politique de paix, pont d'appui pour les peuples des autres pays. Cette question est venue lors de la récente campagne de la présidentielle, elle est un élément important dans le débat politique. Le Parti communiste a réaffirmé fortement cette exigence ainsi que Jean-Luc Mélenchon dans ses discours de la Bastille et de Marseille où elle a été très applaudie.

La France doit sortir de l'Otan et l'Otan doit être dissoute ! Ensemble, disons non à la guerre, oui à la paix et à la solidarité entre les peuples. C'est le message que nous porterons à Bruxelles les 24 et 25 mai prochains. ✪

Catherine Margaté
Secteur international PCF

Programme du contre-sommet sur le site :
www.otan-non.org

Et pendant ce temps-là...

Et pendant ce temps-là, à Monte-Carlo, le Casino, le vrai, pas la grande surface, offrait un dîner dit « surréaliste » à soixante de ses clients les plus fortunés. Cela se passait ces jours-ci dans le grand salon privé de l'établissement. « Chacun des convives est évalué à un million d'euros », confessait l'envoyé spécial du Figaro, Bertrand de Saint Vincent, qui couvrait l'événement. Des chanteurs d'opéra arrivaient en calèche tirée par un cheval brun. Des joueurs de tennis échangeaient quelques balles près des dîneurs. Des ballets de serveurs couverts de plumes couraient des cuisines à la salle sous les ordres d'un meneur qui lui portait deux faons sur son couvre-chef. Le philosophe Rafaël Enthoven dissertait sur le jeu. Le prince et la princesse étaient là. Quelqu'un, dans l'assistance, cria, paraît-il, « Votez Macron ! » En face du casino, toujours selon Le Figaro, « des milliardaires dodelinaient dans leur yacht comme dans un hamac signé Starck. Ils s'ennuyaient à cent mille euros de l'heure. » Ambiance. ✪

Gérard Streiff



FRONT NATIONAL : L'IMPOSTURE DROITE : LE DANGER

Les débats animés par

PIERRE LAURENT

- 14 mai Tarn (Fête fédérale)
- 16 mai Bastia (Haute-Corse)
- 17 mai Ajaccio (Corse-du-Sud)

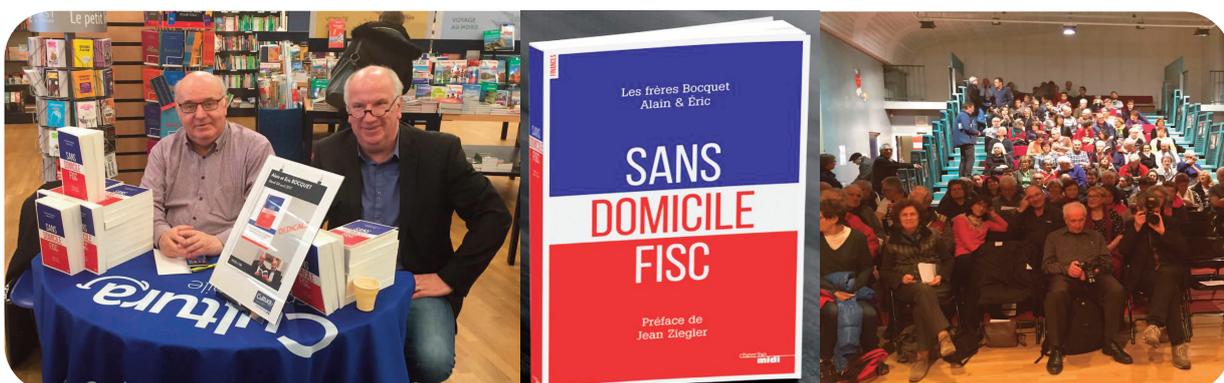
MARC BRYNHOLE

- 17 mai Saint-Pierre-des-Corps (Indre-et-Loire)
- 18 mai Troyes (Aube)
- 20 mai Douarnenez (Finistère)

ALAIN HAYOT

- 13 mai Nanterre (Hauts-de-Seine - JC)
- 19 mai Tignieu (Isère)
- 29 mai Montfermeil (Seine-St-Denis)

Les frères Bocquet en tournée de dédicaces et débats partout en France avec leur livre, Sans domicile fisc, préfacé par Jean Ziegler



SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.